

# La mort sur le marché de Kigali

Chaque jour, les rebelles du FPR bombardent les populations civiles alors que les forces gouvernementales sont de plus en plus nerveuses...

## KIGALI

### de notre envoyé spécial

Comme si de rien n'était, le marché de Kigali grouille de monde. Acheteurs et vendeurs se bousculent entre les étals. Tout semble normal, hormis les prix, trop élevés, qui traduisent les difficultés d'approvisionnement. Un groupe de femmes se presse devant un tas de tomates à peine mûres, tandis qu'un lieutenant des Forces armées rwandaises (FAR) et deux de ses hommes s'intéressent à une montre. C'est un marché africain, comme des milliers d'autres. Ou presque. Car, autour de celui-ci, tout est dévasté. Le marché de Kigali est situé en plein cœur de la zone contrôlée par les FAR. On y trouve tout. Même la mort.

Le bruit assourdissant d'une explosion sème soudain la panique. En une fraction de seconde, des centaines de personnes sont à plat ventre ou accroupies derrière les étals de ciment. Elles savent ce qui se passe. Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) — comme ils le font tous les jours, à l'heure d'affluence — bombardent au mortier. Comme un seul homme, la foule se relève. Chacun s'enfuit à toutes jambes. L'obus n'est pas tombé loin.

La première cible militaire se trouve pourtant à plusieurs centaines de mètres d'ici : contrairement à ses affirmations, le FPR bombarde bel et bien les populations civiles. Entre 11 h 45 et midi, ce jeudi 30 juin, cinq obus tomberont à moins de 50 mètres du marché. Dans une rue adjacente, un obus s'est écrasé entre le mur d'une maison et un engin de travaux publics.

Les éclats ont fauché des piétons. Un homme gît dans le caniveau, touché au torse. Sa jambe droite, réduite en bouillie à mi-tibia, pend à angle droit. Un autre obus est tombé à 10 mètres de là, dans la cour d'une maison. Des femmes ensanglantées hurlent de douleur et de terreur. Un homme, allongé sur le ventre, perd abondamment son sang.

### De bien belles chaussures

Une demi-heure plus tard, à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dix blessés graves sont entre les mains des médecins et des infirmières. Un homme et trois garçonnetts sont morts. Leurs cadavres sont déjà allongés dans la morgue improvisée, à l'entrée de l'hôpital, aux côtés d'autres corps, recouverts d'une feuille de plastique transparent. Les blessés, après avoir reçu les premiers soins, sont acheminés vers des tentes, dressées sur ce qui fut jadis un court de tennis.

Les deux chirurgiens du CICR, un Finlandais et un Américain, rivaillés à la table d'opération, s'oc-

cuperont d'eux quand ils pourront. Deux «pick-up» blancs arrivent dans un nuage de poussière et débarquent leur charge de blessés, touchés par des balles ou des éclats d'obus à Nyamirambo, un quartier de Kigali, où FPR et FAR s'affrontent depuis plusieurs semaines. Tous, sauf un, sont en treillis de combat. Le «civil» a une balle dans le genou droit.

Tout en l'examinant, John, le chirurgien américain, lui fait remarquer qu'il a de bien belles chaussures. Une façon discrète de lui faire comprendre qu'il sait : ce blessé-là est membre des Interahamwe, les milices hutues. La plupart des miliciens ont été chaussés de neuf, au lendemain de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril. Le chirurgien n'est pas le seul à avoir repéré le milicien. Sur le passage de la civière, les Tutsis hospitalisés murmurent «Interahamwe, Interahamwe...». Personne n'est près d'oublier les terribles massacres auxquels se sont livrés les miliciens.

Comme chaque fois que c'est possible, le CICR et la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) organisent un transfert de blessés vers l'hôpital du Roi-Fayçal, afin de soulager un peu celui de la Croix-Rouge. Mais les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Avec cinquante-trois blessés à bord, le camion du CICR et sa remorque sont arrêtés au pont Kigali-Night, où se trouve le dernier barrage des FAR, qui marque la frontière avec la zone FPR. C'est là, précisément, que le capitaine sénégalais de la MINUAR a été tué, le 1<sup>er</sup> mai, par un obus de mortier.

Un sergent-major éméché et nerveux tient à contrôler les passagers de tous les véhicules du convoi, des officiers de l'ONU aux blessés, terrés au fond des camions, en passant par les journalistes. «Vous êtes belge?» demande-t-il à chacun des Blancs présents, exigeant même de voir le passeport d'un journaliste sud-africain. Le convoi restera immobilisé quarante minutes, complètement à découvert, dans un climat d'extrême tension. Quand un «pick-up» rempli de miliciens surarmés s'arrête dans un crissement de pneus, elle monte d'un cran supplémentaire.

Leurs uniformes de récupération sont débraillés. Et ils ont tous taquiné la Primus, la bière locale. Ils s'en prennent aux «casques bleus», qui gardent leur sang-froid, et aux journalistes, accusés d'être des mercenaires belges, avant de grimper sur le camion. «Ce sont des Tutsis!», éructe l'un d'eux. Aussitôt, deux hommes prennent position de chaque côté de la route, arme à la hanche, face aux «casques bleus».

Heureusement, le sergent-major, dégrisé par une demi-heure de palabres et le nouveau laissez-passer qu'exhibe le représentant du CICR, se souvient finalement de son grade et de sa mission — n'est-il pas chef de poste? — et envoie

sevir ailleurs la douzaine de miliciens. Le premier barrage FPR n'est pas loin. Au contrôle, un jeune rebelle reconnaît sa sœur dans un camion et l'étreint. La jeune fille pleure.

Kigali vit dans l'horreur et la détresse. Entre 80 000 et 100 000 civils se trouvent encore en zone gouvernementale, directement exposés aux tirs du FPR et à la fureur des Interahamwe. Ce sont les premières victimes. Ils peuvent être tués ou blessés à n'importe quel moment.

### «On n'est rien!»

Cent vingt personnes sont réfugiées au lycée Notre-Dame-de-Cîteaux, tenu par des religieuses. Quatorze sœurs tutsies sont là, placées sous la protection symbolique de cinq gendarmes. Il y a quinze jours, un obus de gros calibre, tiré par le FPR, a percé un mur de béton. Trois personnes ont été blessées.

Comme ailleurs, tous sont en état de choc permanent. Le 30 avril, des miliciens sont venus chercher seize hommes — qui n'ont pas reparu depuis. Leurs épouses ont compris. Elles n'ont encore rien dit à leurs enfants. Sœur Joséphine, la responsable des lieux, est inquiète. «C'est la guerre. On est sous les obus. Si jamais le FPR veut foncer, si les miliciens veulent foncer, que voulez-vous qu'on fasse avec cinq gendarmes? On n'est rien!», soupire-t-elle avec résignation.

FRÉDÉRIC FRITSCHER